

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
TOTAL 43 Mesures (dont 0 "non abordée")			21	4	9	1	6	0	2	
P - LOGEMENT										
> Objectif 1 - Agir en faveur de la construction et de la rénovation de logements										
1	Faciliter les conditions d'emprunt, dans le cadre du plan de relance, en doublant le montant du prêt à taux zéro pour 2009 et en relevant le plafond de ressources ouvrant droit aux "prêts d'accession sociale"	Annonce								20/12/08 - Décrets n°2008-1365 et n°2008-1366 relatif aux avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété. 31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative 2008 promulguée. 28/10/09 - Arrêté modifiant l'arrêté du 4 octobre 2001 relatif aux conditions d'octroi des prêts conventionnés
2	Diminuer la contribution obligatoire des communes au dispositif du "Pass Foncier" tout en maintenant les avantages des acquérants	Annonce								05/02/09 - Loi n° 2009-122 du 4 février 2009 de finances rectificative pour 2009 promulguée. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
3	Simplifier les formalités d'obtention des permis de construire en améliorant la sécurité juridique des procédures, en raccourcissant les délais fixés pour la prescription d'un diagnostic archéologique et en prorogeant pour un an, à compter du 4 décembre 2008, les permis de construire	Annonce								21/06/07 - Arrêté relatif aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme. 20/12/08 - Décret n° 2008-1353 prolongeant le délai de validité des permis de construire. 18/02/09 - Loi n°2009-179 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés promulguée
4	Assouplir temporairement la possibilité de construire en mitoyenneté ou en contiguïté, encadrer dans le temps le droit de priorité des communes sur la cession des terrains publics, augmenter temporairement dans les villes volontaires tous les coefficients de constructibilité de 20% et anticiper les dispositions relatives aux installations classées prévues pour être adoptées dans le cadre du projet de loi Grenelle 2	Annonce								18/02/09 - Loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés promulguée. 27/03/09 - Loi n°2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
5	Mobiliser 350 millions d'euros de crédits supplémentaires pour l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)	Annonce								09/04/08 - Présentation des projets prioritaires de l'ANRU au titre du plan de relance. 13/05/09 - Premier comité national de suivi du Plan de relance relatif à la rénovation urbaine. 09/12/09 - Présentation en Conseil des Ministres d'une communication relative au programme national de requalification des quartiers anciens. 40 projets sont prévus
6	Créer un Fonds de lutte contre l'habitat indigne et les dépenses d'énergie, doté de 200 millions d'euros, pour aider au financement des travaux de rénovation qui seront réalisés en 2009 et en 2010	Annonce								30/01/09 - Présentation de la répartition des crédits et des objectifs de l'ANAH. 26/08/09 - Bilan d'étape du Plan de relance. 23/12/09 - Décret n° 2009-1624 relatif au financement des opérations de résorption de l'habitat insalubre irrémédiable et dangereux par l'ANAH
7	Rendre effectif le droit opposable au logement	Promesse								05/07/07 - Installation du comité de suivi de la mise en œuvre du droit opposable au logement. 21/11/08 - Mise en place d'un groupe d'évaluation pour faciliter l'accès au droit au logement opposable. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
8	Libérer des terrains appartenant au secteur public pour accélérer leur vente afin d'y construire de nouveaux logements	Annonce								18/02/09 - Loi n°2009-179 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés promulguée. Elle crée des baux emphytéotiques administratifs. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
9	Construire les 700 000 logements qui manquent en 10 ans	Promesse								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement. 28/11/08 - Ajudication, dans le cadre du Plan de relance, de PLS et de PSLA qui permet aux établissements de crédit de se refinancer auprès du Fonds d'épargne afin de prêter directement aux organismes de logement social. 24/02/10 - Sept grands groupes du logement social se sont engagés, à travers des accords-cadres relatifs aux engagements d'utilité sociale, sur des objectifs concrets de construction, notamment dans les zones très tendues
10	Inciter à la construction de logements pour en faire baisser les prix	Promesse								21/02/08 - C. Boutin signe la charte "propriétaire de ma maison pour 15€ par jour". 02/10/08 - N. Sarkozy annonce un Plan de soutien à l'immobilier. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
> Objectif 2 - Faciliter et sécuriser l'accès au logement										
11	Freiner le mouvement général de hausse des loyers, notamment en indexant l'évolution maximale des loyers sur l'évolution des prix	Annonce								30/08/07 - Décret n° 2007-1286 relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération de Paris. 09/02/08 - Loi n° 2008-111 pour le pouvoir d'achat promulguée
12	Demander aux banques de n'appliquer aucune pénalité au client dont la durée initiale du prêt relais serait allongée ou des échéances de ce même prêt reportées pour faciliter le dénouement d'une opération d'achat-revente	Annonce								04/03/09 - Les banques françaises de s'engager afin de ne pas infliger de pénalités aux clients ayant souscrit un prêt relais en cas de report d'échéances ou d'allongement de la durée du prêt en contrepartie du plan de relance
13	Recentrer les dispositifs d'investissements immobiliers locatifs	Annonce								31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée. 27/03/09 - La loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
14	Créer un nouveau prêt à taux zéro foncier : les échéances de ce prêt ne commenceront à courir qu'une fois le bâti remboursé								02/10/08 - N. Sarkozy présente un Plan de soutien au logement et étend les dispositions du Pass-Foncier. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée qui étend le Pass-Foncier, mais que ne crée pas de nouveau prêt
15	Supprimer l'obligation de caution et de dépôt de garantie pour faciliter la location								08/02/08 - Loi n°2008-111 pour le pouvoir d'achat ne ramène pas pour l'instant le dépôt de garantie qu'a un mois sans le supprimer. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. Elle ne supprime pas totalement l'obligation de caution
16	Créer un service public de caution pour emprunter ou acheter une maison notamment pour les personnes malades								09/04/08 - Remise du rapport Bailetto-Beysson et Béguin sur la sécurisation des locataires et les bailleurs. 28/10/08 - C. Lagarde et R. Bachelot présentent des mesures pour faciliter l'accès au crédit des personnes qui sont fragilisées parce qu'elles connaissent ou ont connu des difficultés de santé, sans toutefois s'orienter vers une garantie publique
17	Permettre à chaque ménage d'être propriétaire en déduisant de l'impôt sur le revenu les intérêts de l'emprunt immobilier (sur les nouveaux emprunts et sur ceux déjà contractés) et en instaurant une aide de l'État à l'emprunt pour ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu. Une loi sera votée à l'été 2007								21/08/07 - Loi n°2007-1223 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat promulguée, article 5, VII. 26/08/07 - Décision du Conseil Constitutionnel. 27/09/07 - Signature de la Charte « Accession à la propriété pour tous »
18	Faciliter l'insertion dans le logement des ménages en difficultés en minorant leur loyer et en leur apportant un accompagnement social								15/10/09 - B. Apparu signe les conventions entre l'Etat et les associations d'Ile de France et du Nord pour la mise en place de l'intermédiation locative. 23/12/09 - Présentation en Conseil des ministres d'une communication visant la modification du dispositif "Action logement"
19	Protéger les propriétaires contre les risques d'impayés de loyers								25/12/07 - Loi n°2007-1824 de finances rectificative pour 2007 étend la garantie des risques locatifs. 09/04/08 - Remise du rapport Bailetto-Beysson et Béguin sur la sécurisation des locataires et les bailleurs. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 23/12/09 - Présentation en Conseil des ministres d'une communication visant la modification du dispositif "Action logement". 16/03/10 - B.Apparu met en place un numéro unique à destination des propriétaires pour prévenir
20	Créer un véritable service public de l'hébergement et de l'accès au logement via la mise en place dans chaque département d'un service intégré de l'accueil et de l'orientation, l'organisation d'un maillage territorial par les équipes mobiles et l'instauration d'un référent personnel pour tout usager qui le souhaite								10/11/09 - Annonce de la mise en place d'un service public de l'hébergement et de l'accès au logement début 2010. 03/02/10 - Renforcement du programme d'intermédiation locative SOLIBAIL dans le cadre du Plan de relance. 13/03/10 - Décret n° 2010-255 relatif aux modalités de détermination du nombre de places d'hébergement à atteindre par les communes et au dispositif de la veille sociale
21	Rendre la location aux jeunes plus attractive pour qu'elle ne soit plus considérée comme un risque par les bailleurs privés								29/09/09 - N. Sarkozy présente sa politique de la jeunesse lors d'un discours prononcé à Avignon. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
22	Entamer dès juin 2007 la réforme du crédit hypothécaire								15/10/09 - Aucune initiative n'a été prise

> Objectif 3 - Dynamiser la politique de l'hébergement et de l'aide aux sans-abri

23	Réduire les délais de sursis à l'exécution des décisions d'expulsions de 3 ans à 1 an								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
24	Instaurer des commissions de prévention des expulsions locatives et mettre en place un dispositif permettant de réduire le nombre de cas d'expulsion (le bailleur ne peut se prévaloir de la nullité du bail ou de sa résiliation pour demander l'expulsion de l'occupant lorsque les locaux loués sont impropres à l'usage)								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
25	Libérer les logements sous-occupés, à l'exception des personnes âgées de plus de 70 ans, des personnes handicapées ou ayant à leur charge une personne handicapée, et offrir trois propositions de relogement au sous-locataire au même loyer ou au loyer inférieur, mais aussi libérer des logements attribués à des ménages composés d'une ou de plusieurs personnes handicapées au cas où ils ne serviraient plus à loger ces personnes handicapées								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
26	Créer un droit opposable à l'hébergement								05/03/07 - Loi n°2007-290 instituant un droit opposable au logement inclut les structures d'hébergements. Cette loi n'est pas le fait du gouvernement actuel, elle a été votée avant l'élection présidentielle. 15/10/09 - Généralisation du droit en cours. 10/11/09 - B. Apparu annonce la mise en place d'un service public de l'hébergement et de l'accès au logement début 2010
27	Favoriser les centres d'hébergement de petite taille qui gardent les gens plus d'une nuit ou deux pour les réinsérer								16/09/08 - Point d'étape de la mise en œuvre des mesures proposées dans le rapport Pinte. 04/12/08 - N. Sarkozy présente le plan de relance de l'économie, dans lequel l'ANAH se voit doter de 200 millions d'euros supplémentaires. 26/08/09 - Bilan d'étape du Plan de relance. 10/11/09 - B. Apparu annonce la mise en place d'un service public de l'hébergement et de l'accès au logement début 2010

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
28	Réformer le logement d'urgence pour qu'il soit digne et permette la réinsertion								16/09/08 - Point d'étape de la mise en œuvre des mesures proposées dans le rapport Pinte. 04/12/08 - N. Sarkozy présente le plan de relance de l'économie, dans lequel l'ANAH se voit doter de 200 millions d'euros supplémentaires. 26/08/09 - Bilan d'étape du Plan de relance. 10/11/09 - B. Apparu annonce la mise en place d'un service public de l'hébergement et de l'accès au logement début 2010
29	S'opposer à la réquisition des logements								01/02/10 - B. Apparu propose le rachat par l'Etat de logements vacants en île-de-France
> Objectif 4 - Améliorer la mobilité au sein du parc social de logements									
30	Supprimer le droit au maintien dans les lieux pour les locataires qui dépassent pendant deux années consécutives plus de deux fois les plafonds de ressources d'accès au parc HLM et le droit de maintien dans les lieux pour les locataires qui auraient refusé trois propositions de relogement dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
31	Autoriser le transfert du bail à certains bénéficiaires liés au locataire dans le parc social seulement si le nouveau bénéficiaire du bail respecte les plafonds de ressources et si la taille du ménage est adaptée au logement								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
32	Réorganiser la gouvernance de l'Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances (le Préfet de région et le Préfet de département deviennent représentants de l'ACSE)								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
33	Minorer de 10,3% le plafond de ressources pour l'attribution d'un logement social								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
34	Améliorer la gestion des copropriétés issues des ventes HLM (travaux d'amélioration) et améliorer le fonctionnement de celles-ci (création d'une procédure d'alerte préventive engagée par le syndicat en cas de situation d'inpayés lourds)								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
35	Créer un prélèvement sur les organismes HLM dont l'effort d'investissement est réduit et qui disposent de moyens financiers surabondants								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
36	Mettre en place un programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, délégué à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et à l'Agence nationale pour l'habitat, afin de développer la mixité sociale, d'améliorer les activités au sein de ces quartiers ainsi que la performance énergétique sur la période 2009-2016								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 26/08/09 - Bilan d'étape du Plan de relance. 09/12/09 - Le gouvernement retient 40 projets visant à requalifier les quartiers anciens dégradés
37	Permettre aux habitants de logements sociaux de devenir propriétaires								18/12/07 - Signature des accords État/Mouvement HLM. 18/02/08 - Signature d'un accord avec les SEM. 02/10/08 - N. Sarkozy annonce un plan de soutien à l'immobilier. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
38	Prendre en compte l'accession sociale à la propriété pour la mise en œuvre de l'article de la loi SRU prévoyant une proportion de 20 % de logements sociaux								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
> Objectif 5 - Développer une nouvelle offre de logement									
39	Remplacer le programme d'aménagement d'ensemble par un nouveau dispositif contractuel dénommé "Projet urbain partenarial" permettant de renforcer les interventions publiques d'aménagement								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
40	Mettre en place une convention d'utilité sociale d'ici la fin de l'année 2010 permettant de définir les objectifs de chaque organisme concernant la politique patrimoniale, la qualité du service rendu aux locataires ainsi que la gestion sociale et mettre en place des sanctions financières en cas de refus de négocier la convention ou en cas de manquement à l'application de celle-ci								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 24/02/10 B.Apparu présente la signature d'accords cadres relatifs aux engagements d'utilité sociale. 7 grands groupes s'engagent sur des objectifs concrets de construction notamment dans les zones tendues
41	Donner la possibilité aux personnes âgées de sous-louer une partie de leur logement social à des jeunes								27/03/09 - Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
42	Renforcer la capacité opérationnelle du programme local de l'habitat (PLH) qui doit répondre aux différents besoins de logements de chaque commune permettant l'amélioration et la réhabilitation du parc existant (public ou privé)	Annonce								27/03/09 – Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
43	Permettre d'effectuer des travaux afin de faciliter l'accessibilité des logements aux personnes handicapées	Annonce								27/03/09 – Loi n° 2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée
		TOTAL	21	4	9	1	6	0	2	

Notation

Mise en œuvre des réformes - au 15 avril 2010, 58,14% des mesures sont mises en œuvre	11,63 /20
Efficacité de l'action - au 15 avril 2010, 48,84% des mesures sont pleinement réalisées	9,77 /20
Cohérence de l'action - au 15 avril 2010, 72,1% des mesures lancées sont conformes aux annonces	14,42 /20
Note globale	11,5 /20